

-SUP-
en poche

ÉCO

L1 / L2 + Prépas

2^e édition

Problèmes économiques contemporains en 25 fiches

+
Concours
A et B
enseignement
et fonction
publique

Bernard Schwengler

+ EN LIGNE

OFFERT

- + 100 QCM interactifs avec corrigés
- + 50 Vrais/Faux interactifs avec corrigés

- ✓ Résumés de cours
- ✓ 75 exercices avec corrigés
- ✓ 100 questions
- ✓ 150 exercices en ligne
- ✓ Conseils et astuces

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

**-SUP-
en poche**

ÉCO

L1 / L2 + Prépas

2^e édition

Problèmes économiques contemporains en 25 fiches

Bernard Schwengler

Repérez les ressources numériques dans votre livre En fonction des fiches, vous aurez accès à :

- Des QCM interactifs avec corrigés
- Et/ou des vrais/faux interactifs avec corrigés



lienmini.fr/ressourcesnum-dbs

Accédez directement à votre ressource :

Flashez le code avec votre
téléphone ou votre tablette



OU

Tapez l'URL
dans votre navigateur



**Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine
de spécialisation, consultez notre site web : www.deboecksuperieur.com**

Copyright illustration de couverture : Blue Planet Studio - stock.adobe.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2023
Rue du Bosquet, 7 - B-1348 Louvain-la-Neuve

2^e édition

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :
Bibliothèque Nationale, Paris : août 2023
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2023/13647/078

ISSN 2566-2708
ISBN 978-2-8073-5249-0

Sommaire

1	La croissance	4
2	Le développement	13
3	Environnement et énergie	23
4	La monnaie	32
5	L'inflation	43
6	La déflation	53
7	Le chômage et le sous-emploi	60
8	Les théories du chômage	67
9	La protection sociale	76
10	Le système financier	86
11	La globalisation financière	94
12	Les crises financières	100
13	Les défaillances du marché	109
14	L'entreprise	119
15	La balance des paiements	128
16	Le commerce international	138
17	Libre-échange <i>versus</i> protectionnisme	146
18	L'organisation du commerce international	157
19	Les opérations de change	165
20	Les systèmes monétaires internationaux	174
21	La zone euro	184
22	Les politiques de change	193
23	La politique budgétaire	201
24	La politique monétaire	209
25	Les politiques de règles	217

1

COURS

La croissance

[MOTS-CLÉS : croissance, croissance en volume, croissance potentielle, écart de production, progrès technique, croissance endogène]

DÉFINITION

La **croissance** peut être définie comme une « augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit intérieur net en termes réels » (François Perroux, 1961). La croissance est parfois opposée à l'expansion, définie comme l'« augmentation de la production sur une courte période ». Dans la mesure cependant où la notion d'expansion a tendance à tomber en désuétude, c'est celle de croissance qui est utilisée la plupart du temps, aussi bien pour la courte que pour la longue période.

1 Les fondamentaux

1.1 Croissance du PIB et croissance du PNB

- ◆ La croissance étant l'augmentation de la production, il se pose la question de la définition de la production et du choix de l'indicateur pour la mesurer. Jusqu'en 1978, la France utilisait comme indicateur de la production la PIB, la production intérieure brute, qui correspondait à peu près à la somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises et excluait les services produits par les administrations publiques.
- ◆ Les pays anglo-saxons utilisaient le PNB, le produit national brut, qui correspondait à une conception plus large de la production et englobait notamment la production des services non marchands.
- ◆ En 1978, la France s'est ralliée à cette conception et a remplacé la PIB par le PIB, le produit intérieur brut. Le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées produites par l'ensemble des secteurs institutionnels (y compris par conséquent les services non marchands produits par les administrations publiques).
- ◆ Il existe cependant une différence entre le PIB et le PNB. Le PIB correspond à une logique territoriale, alors que le PNB résulte d'une optique nationale. Le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées produites par les résidents se trouvant sur le territoire d'un pays, quelle que soit la nationalité de ces résidents. Le PNB est la somme des valeurs

ajoutées produites par les nationaux, quel que soit leur lieu de résidence.

1.2 Croissance en valeur et croissance en volume

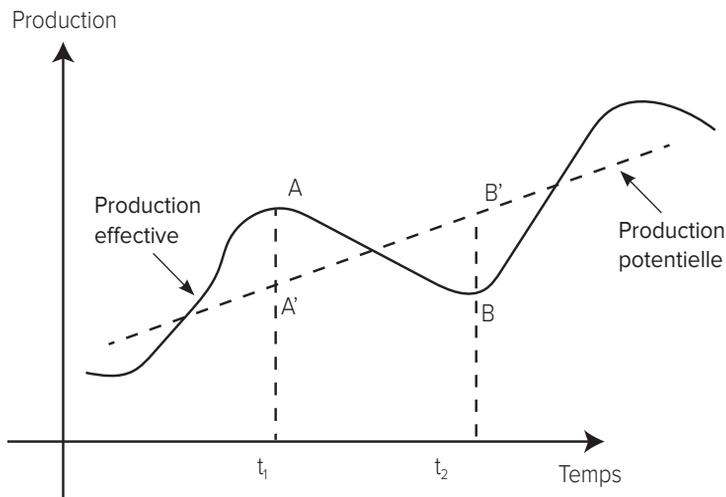
- ◆ Le PIB de la France en 2021 était de 2 501 milliards d'euros, alors qu'il était de 505 milliards d'euros en 1980. Cela signifie-t-il que le PIB de la France a été multiplié par 5 de 1980 à 2021? La réponse est négative. Dans cette augmentation, il faut distinguer ce qui relève de l'augmentation des quantités produites (la croissance du PIB en volume) et ce qui résulte de l'augmentation des prix.
- ◆ Pour une année donnée, le PIB se calcule en valeur. Il correspond à la somme des quantités des biens et des services finaux produits, multipliée par leurs prix courants (les prix en vigueur cette année-là). On parle de façon indistincte de PIB en valeur ou de PIB à prix courants. La variation du PIB en valeur entre deux dates est la croissance en valeur (ou la croissance à prix courants). **La croissance en valeur résultant à la fois de l'augmentation des quantités produites et de l'augmentation des prix, il faut, pour obtenir la croissance en volume, déduire de la croissance en valeur l'augmentation des prix.**
- ◆ La croissance en volume correspond à la croissance en valeur ajustée de l'évolution des prix. On parle également de croissance à prix constants.

1.3 Croissance potentielle et croissance effective

- ◆ La différence entre la **croissance potentielle** et la **croissance effective** renvoie à la différence entre la production potentielle et la production effective. La production potentielle correspond à la production qu'il serait possible d'effectuer en utilisant la totalité des facteurs de production disponibles (population active, capital technique) en l'absence de tensions inflationnistes. La production effective est la production qui est effectivement réalisée.
- ◆ La **production effective** dépend de la demande. Si la production effective est inférieure à la production potentielle, cela signifie que l'économie tourne en dessous de son potentiel et qu'il existe des capacités productives inutilisées. Une partie de la population active est au chômage. À l'inverse, si la production effective est supérieure à la production potentielle, l'économie est en surchauffe et cela se traduit par des tensions inflationnistes.
- ◆ **L'écart de production** est la différence entre le PIB effectif et le PIB potentiel. Dans le cadre d'une analyse économique basée sur l'opposition entre l'inflation et le chômage, un écart de production positif cor-

respond à une situation de surchauffe et se caractérise par de l'inflation, alors qu'à l'inverse, un écart de production négatif s'accompagne d'une sous-utilisation des capacités productives et par conséquent de chômage.

GRAPHIQUE 1.1 *Production effective et potentielle*



En t_1 , la production effective est supérieure à la production potentielle. L'écart de production est positif (AA'). L'économie est en surchauffe (inflation).

En t_2 , la production effective est inférieure à la production potentielle. L'écart de production est négatif (BB'). Il y a une sous-utilisation des capacités produites (chômage).

- ◆ La croissance potentielle correspond à la croissance des capacités productives, alors que la croissance effective est la croissance de la production effectivement réalisée. Dans la perspective d'une croissance effective prenant la forme de mouvements cycliques, le PIB effectif fluctue autour du PIB potentiel. Les écarts de production positifs correspondent à la phase haute du cycle économique et les écarts de production négatifs à la phase basse du cycle économique.
- ◆ Du point de vue de la longue période qui ne tient pas compte des fluctuations de l'activité économique, **c'est le rythme de la croissance potentielle qui détermine la croissance.**

2 Les facteurs de la croissance

Les analyses sur les facteurs de la croissance se placent dans la perspective de la croissance de longue période. Elles expliquent par conséquent la croissance par l'augmentation des capacités productives. Celle-ci peut résulter d'une hausse de la quantité de **facteurs de production** utilisés (croissance extensive) ou du **progrès technique** (croissance intensive).

2.1 Les facteurs de production

- ◆ Les facteurs de production sont les éléments dont la combinaison permet la production. Leur nombre varie selon les écoles de pensée. La plupart des économistes classiques effectuaient la distinction entre trois facteurs de production : la terre, le travail et le capital. À l'heure actuelle, il est d'usage de reprendre la classification effectuée par les économistes néoclassiques, basée sur la distinction entre deux facteurs de production : le travail et le capital.
- ◆ La croissance de la production résulte d'une augmentation de la quantité des facteurs de production utilisés. Il peut s'agir d'une augmentation de la quantité de travail utilisé (mesurée en nombre d'actifs ou en nombre d'heures travaillées) et/ou d'une augmentation du stock de capital utilisé.

2.2 Le progrès technique

- ◆ Le progrès technique constitue l'autre facteur de la croissance. Il existe plusieurs conceptions du progrès technique.
- ◆ Selon une première conception, le progrès technique se définit et se mesure par ses effets en termes d'efficacité productive. L'indicateur du progrès technique est la hausse de la **productivité globale des facteurs**.
- ◆ Avec la seconde conception, le progrès technique est défini en termes **d'innovations**. Les principales innovations invoquées sont les innovations en termes de produits, de techniques de production et d'organisation du travail.
- ◆ Les deux conceptions se recoupent en partie, mais elles ne sont pas équivalentes. Les innovations en termes de techniques de production et d'organisation du travail se traduisent en principe par une hausse de la productivité globale des facteurs. Ce n'est pas le cas pour les innovations en termes de produits qui peuvent contribuer à une amélioration du bien-être, mais n'ont pas d'effets en termes d'efficacité productive.

2.3 Le progrès technique en tant que facteur résiduel de la croissance

- ◆ **Robert Solow**, à l'origine de cette conception, définit le progrès technique comme le facteur qui permet d'expliquer la partie de la croissance qui ne s'explique pas par une augmentation de la quantité de facteurs de production utilisés (d'où l'expression de facteur résiduel). Cette conception correspond à la définition du progrès technique mesuré par les gains de productivité globale des facteurs. C'est également cette définition du progrès technique qu'utilisent Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud (1972) dans leur analyse de la croissance française de 1913 à 1969.
- ◆ Le progrès technique en tant que facteur résiduel a des origines multiples : meilleure organisation du travail, meilleure maîtrise du matériel existant, machines plus performantes, effets d'échelle. Il s'agit d'éléments principalement d'ordre qualitatif, *a priori* difficilement quantifiables en soi. Ils se mesurent par leurs effets sur la croissance en tant que facteur résiduel.

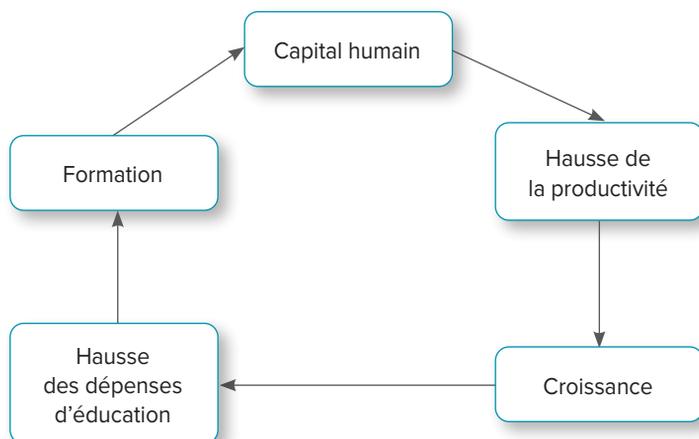
Attention

Le progrès technique en tant que facteur résiduel ne signifie pas qu'il s'agit d'un facteur mineur de la croissance. Dans *La croissance française*, Carré, Dubois et Malinvaud montrent que le progrès technique explique une partie importante de la croissance française des Trente Glorieuses.

2.4 Les théories de la croissance endogène

- ◆ Les théories de la **croissance endogène** introduisent l'idée d'une interaction entre les facteurs de la croissance et l'activité économique. Le

GRAPHIQUE 1.2 Croissance endogène



progrès technique n'est plus « tombé du ciel », mais son développement résulte de l'activité économique. La croissance est endogène. Les facteurs de la croissance généralement invoqués sont le stock de connaissance (Paul Romer), le capital humain (Robert Lucas) et les infrastructures publiques (Robert Barro). Ces facteurs sont à la fois cause et conséquence de la croissance. Pour prendre l'exemple du capital humain, la formation (l'investissement en capital humain) favorise la croissance, qui permet le financement du système éducatif.

- ◆ Par ailleurs, les facteurs de la croissance endogène constituent des externalités positives pour les unités productives (voir **fiche 13**). En encourageant la recherche-développement, la formation et en finançant les infrastructures publiques, l'État favorise la croissance. Les auteurs des théories de la croissance endogène réhabilitent le rôle de l'État en estimant que c'est à lui de créer des conditions favorables à la croissance.

2.5 Le paradoxe de Solow

En 1987, Robert Solow fit remarquer que les investissements réalisés dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne se traduisaient pas, contrairement aux attentes, par une augmentation statistique de la productivité. « On peut voir l'ère des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de la productivité », écrivait-il. Il mettait ce paradoxe sur le compte d'un décalage dans le temps entre les investissements en ordinateurs d'une part et leur impact en termes d'efficacité productive d'autre part. Ce décalage correspond au temps pris par la formation et par la mise en place des nouvelles organisations du travail adaptées aux nouveaux équipements.

3 La croissance depuis le début du XIX^e siècle

3.1 Données générales

Tableau 1.1 Taux de croissance annuel moyen du PIB
(en pourcentage, en France)

1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1992	1992-2021
1,27	1,63	1,15	5,02	2,26	1,38

Source : Angus Maddison pour la période 1820-1992 et INSEE pour la période 1992-2021.

Dans une perspective de longue période, le rythme annuel moyen de la croissance est rarement supérieur à 2 %. La forte croissance des Trente Glorieuses (1950-1973) correspond à un phénomène exceptionnel. Depuis le milieu des années 1970, le rythme de la croissance connaît un ralentissement progressif.

3.2 La thèse de la stagnation séculaire

L'expression de stagnation séculaire fait référence à une période prolongée de faible croissance ou d'absence de croissance économique. Cette thèse, développée pour la première fois par l'économiste américain **Alvin Hansen** en 1938, et a été remise au goût du jour à partir des années 2010 par des économistes tels que **Larry Summers et Robert Gordon**. Dans le cadre de la thèse de la stagnation séculaire, deux types de raison très différentes sont invoquées pour expliquer le ralentissement de la croissance depuis les années 2010 :

- ◆ Une faible progression des capacités productives (absence de croissance de la population active, faible progrès technique...)
- ◆ Une faible demande (le désir d'épargner dépasserait celui d'investir.)

La stagnation séculaire selon Robert Gordon

Selon Gordon, la période de forte croissance, qui aurait commencé à partir de la première révolution industrielle, ne serait qu'une parenthèse qui tendrait à prendre fin. Les innovations depuis les années 1970, résultant du développement de l'informatique, ne se traduiraient pas par des gains importants de productivité globale des facteurs dans la mesure elles concerneraient une sphère étroite de l'activité économique, principalement le secteur du divertissement et de l'information-communication.

Par ailleurs, dans un article paru en 2012, Gordon énumère « 6 vents contraires » qui renforceraient la tendance à la stagnation séculaire aux États-Unis :

- le vieillissement démographique ;
- la montée des inégalités ;
- la baisse de la qualité de l'enseignement secondaire et la hausse des coûts de l'enseignement supérieur (aux USA) ;
- la mondialisation (ses effets sur la croissance aux USA) ;
- la hausse du coût de l'énergie ;
- le poids de l'endettement.

Exercice 1

Le PIB de la France était de 2 198 milliards d'euros en 2015 et de 2 501 milliards d'euros en 2021. Par ailleurs, de 2015 à 2021, les prix ont augmenté de 6,3 % (sur l'ensemble de la période).

- Calculez la croissance en valeur de 2015 à 2021.
- Calculez la croissance en volume de 2015 à 2021.
- Quel a été le taux annuel moyen de croissance pendant cette période ?
- Calculez le PIB de 2021 en euros constants 2015.

Exercice 2

J.-J. Carré, P. Dubois et E. Malinvaud (1972) estiment que la production intérieure brute (la PIB) de la France a augmenté en moyenne annuelle de 2,1 % de 1913 à 1963. Ils estiment l'effet de l'augmentation du facteur travail à 0,5 % et l'effet de l'augmentation du facteur capital également à 0,5 %.

- Comment expliquent-ils la partie de la croissance non expliquée par l'augmentation des facteurs de production ?
- La croissance française de 1913 à 1963 a-t-elle été extensive ou intensive ?

Exercice 3

À partir des données du tableau 1:

- Calculez l'augmentation totale du PIB de 1820 à 1870.
- Par combien le PIB a-t-il été multiplié pendant les Trente Glorieuses (de 1950 à 1973) ?

Exercice 4

De 1990 à 2010, le taux de croissance annuel moyen de la France a été de 1,6 %. De 2010 à 2021, il n'a plus été que de 1 %.

- Quelles sont les deux interprétations possibles de ce ralentissement de la croissance entre ces deux périodes ?
- Quelles politiques de croissance faudrait-il mener, en fonction respectivement de chacune de ces deux interprétations ?

Exercice 1

- De 2010 à 2021, la croissance en valeur a été de 13,8 % (2 501 milliards/2 198 milliards = 1,138).
- Pour avoir la croissance en volume, on déflate la croissance en valeur par le coefficient correspond à l'inflation : $1,138/1,063 = 1,073$. Le PIB a augmenté de 7 % en volume.
- Le taux de croissance annuel moyen du PIB pendant cette période a été de 1,13 % (le PIB a été multiplié par 1,07 sur l'ensemble de la période qui correspond à 6 années. Sur une année, il a été multiplié par racine sixième de cette valeur, c'est-à-dire par 1,0113).
- Le PIB de 2021 en euros constants 2015 était de 2 352 milliards d'euros. Deux façons d'obtenir ce résultat :
 - Déflater le PIB 2021 en valeur par la hausse des prix de 2012 à 2021 : $2\,501/1,063$.
 - Multiplier le PIB 2015 en valeur par la croissance en volume de 2015 à 2021 : $2\,198 \times 1,07$.

Exercice 2

- Ils expliquent la partie de la croissance non expliquée par l'augmentation des facteurs de production par le progrès technique. Ils se basent sur la définition du progrès technique en tant que facteur résiduel.
- La croissance française de 1913 à 1963 s'explique à hauteur de 1 % par les facteurs de production et à hauteur de 1,1 % par le progrès technique. Il s'agit d'une croissance intensive.

Exercice 3

- De 1820 à 1870, le PIB a augmenté de 88 %. Il a été multiplié en moyenne annuelle par 1,0127 (+ 1,27 %), soit sur 50 ans par $1,0127^{50}$, c'est-à-dire par 1,88.
- De 1950 à 1973, le PIB a été multiplié par 3,08 ($1,0502^{23}$).

Exercice 4

- Interprétation 1: le ralentissement de la croissance a été conjoncturel. Il a été la conséquence de la récession de 2009, consécutive à la crise des *subprimes*, suivie d'une reprise particulièrement lente et de la récession de 2020, consécutive à la crise du coronavirus. L'économie se trouvait en dessous de son potentiel de production.
- Interprétation 2: le ralentissement de la croissance est durable et résulte de la faiblesse des gains de productivité globale des facteurs. Cette interprétation correspond à la thèse de la stagnation séculaire.
- Selon la première interprétation, une politique de croissance devrait reposer sur une relance par la demande afin de rapprocher le PIB effectif du PIB potentiel. Selon la seconde interprétation, il faut agir sur le PIB potentiel par des politiques visant à stimuler le progrès technique (politiques de recherche-développement et de formation).



Testez vos connaissances en ligne

www.lienmini.fr/52490-1



2

COURS

Le développement

[MOTS-CLÉS : développement, sous-développement, pays les moins avancés (PMA), indice de développement humain (IDH), dualisme]

DÉFINITION

Le **développement** est la « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global » (François Perroux, 1961).

Le développement comporte trois dimensions : les transformations structurelles, la croissance cumulative et la couverture des besoins fondamentaux de l'homme.

1 Les fondamentaux

1.1 Développement et croissance

Le développement et la croissance sont interdépendants. La croissance renvoie à une dimension quantitative d'augmentation de la production, alors que le développement correspond à des transformations structurelles et qualitatives de la société.

Exemples d'interdépendance entre la croissance et le développement :

- ◆ La croissance de la production s'accompagne de **mutations sectorielles** : la part de la production agricole dans la production totale diminue au profit de la part de la production manufacturée, puis de la production de services.
- ◆ Elle s'accompagne également d'une transformation de la **structure sociale** ainsi que de mutations dans la répartition spatiale de la population (urbanisation).
- ◆ La croissance de la population a lieu dans le cadre de la **transition démographique** et s'accompagne d'une modification de la structure par âge de la population.

1.2 Développement et couverture des besoins fondamentaux de l'homme

Le développement permet une croissance cumulative (du fait du progrès technique, d'une meilleure instruction, de l'amélioration des capacités humaines...).

Le développement permet par conséquent une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme (alimentation, santé, éducation...). Le développement permet d'améliorer le niveau de vie (perspective quantitative), mais aussi d'élargir les choix humains (perspective qualitative).

1.3 Le sous-développement

Le sous-développement se définit en négatif comme une **absence de développement**. Il se caractérise par :

- ◆ une faible transformation des structures économiques, démographiques et sociales ;
- ◆ une faible capacité productive ;
- ◆ une faible couverture des besoins fondamentaux de l'homme.

Pour l'ONU (Organisation des Nations unies), le sous-développement correspond à l'absence d'une exploitation optimale des ressources économiques et humaines disponibles sur un territoire.

2 La mesure du développement

2.1 Le revenu national brut par habitant

La Banque mondiale mesure le niveau de développement des pays avec le revenu national brut par habitant. Elle classe les pays en **quatre grandes catégories**.

TABLEAU 2.1 Classement de la Banque mondiale pour 2020

Groupe de pays	Revenu national brut par habitant (en dollars)	Exemples de pays
Pays à faible revenu	inférieur ou égal à 1 035 dollars	Afghanistan, Guinée
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	de 1 036 à 4 045 dollars	Cameroun, Inde
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure	de 4 046 à 12 535 dollars	Brésil, Chine
Pays à revenu élevé	supérieur ou égal à 12 536 dollars	Japon, États-Unis

Utiliser le revenu national brut par habitant comme indicateur de développement revient à assimiler le développement à la croissance.

2.2 Les PMA

Les **PMA (pays les moins avancés)** constituent une catégorie créée en 1971 par l'ONU pour identifier les pays ayant le plus de difficultés en matière de développement. L'ONU définit les PMA sur la base de trois critères :

- ◆ un **revenu national brut par habitant faible**, calculé sur la base d'une moyenne de 3 années, faible (inférieur à 1 022 dollars en 2021);
- ◆ un **retard de développement**, mesuré à partir d'un indice de capital humain, établi à partir d'indicateurs de mortalité infantile, d'alphabétisation et de scolarisation;
- ◆ une **forte vulnérabilité économique**, mesurée à partir d'un indice incluant la part de l'agriculture dans la production et, dans les exportations, le degré de diversification de la production, la fréquence et l'ampleur des catastrophes naturelles.

Remarque

Les pays à faible revenu de la Banque mondiale et les PMA de l'ONU ne sont pas nécessairement les mêmes pays.

Sur la base de ces critères, en 2021, l'ONU recense 46 PMA (33 en Afrique, 9 en Asie, 3 en Océanie et 1 dans les Antilles).

2.3 L'IDH

L'IDH (indice de développement humain) a été élaboré par les économistes Mahbub ul Haq et Amartya Sen. Il est calculé depuis 1990 par le PNUD (programme des Nations unies pour le développement) pour les différents pays du monde.

L'IDH est un indice synthétique construit à partir d'indices élémentaires mesurant trois dimensions du développement :

- ◆ la **santé**, mesurée par l'espérance de vie à la naissance;
- ◆ le **niveau d'éducation**, mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et par la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire;
- ◆ le **niveau de vie**, mesuré par le revenu national brut par habitant.

Pour chacune de ces dimensions sont établis un minimum et un maximum, traduits en indices élémentaires avec les valeurs de 0 (très mauvais) pour le minimum et de 1 (excellent) pour le maximum. À titre d'exemple, pour l'espérance de vie à la naissance, en 2020, le minimum était établi à 20 années (indice 0) et le maximum à 84,6 années (indice 1), correspondant à l'espérance de vie à la naissance dans le pays où elle était la plus élevée. L'IDH correspond à la moyenne géométrique des trois indices élémentaires.

En 2020, le pays ayant l'IDH le plus élevé était la Norvège (0,957), alors que le pays ayant l'IDH le plus faible était le Niger (0,394) (Rapport sur le développement humain, 2021).

2.4 Les caractéristiques structurelles du sous-développement

En plus du faible niveau de revenu et d'IDH, le sous-développement se caractérise par des éléments structurels :

◆ Le dualisme

Il consiste en la coexistence dans un même pays de deux secteurs obéissant à des logiques différentes et n'entretenant pas de rapports mutuels :

- un secteur moderne, principalement urbain, utilisant des techniques de production modernes et fortement tourné vers l'extérieur (production en vue de l'exportation, présence d'entreprises étrangères...);
- un secteur traditionnel, utilisant des techniques de production archaïques et basé sur des valeurs traditionnelles.

Le sous-développement réside dans la désarticulation entre ces deux secteurs. Le secteur moderne n'exerce guère d'effets d'entraînement sur le secteur traditionnel.

◆ Le sous-emploi

Il correspond à un sous-emploi massif dans de nombreux secteurs, agriculture, activités informelles urbaines, administratives, avec un excès de main-d'œuvre employée par rapport à la production à accomplir.

◆ L'ampleur des inégalités

Le sous-développement s'accompagne d'une forte concentration des richesses, de fortes inégalités en matière de revenus et des classes moyennes peu nombreuses.

D'une façon générale, les inégalités de revenus sont d'autant plus fortes que le niveau de développement est faible. Les pays à IDH élevé ont en général un rapport interdécile, en matière de revenus, nettement plus faible que les pays à IDH moyen ou les pays à IDH faible.

3 Les théories du développement

Dans les années 1950 et 1960 existait une opposition entre les théories mettant l'accent sur le processus de développement et les théories axées sur l'étude du sous-développement. Depuis les années 1990, les théories du développement ont connu un renouvellement avec des approches institutionnalistes.

3.1 La théorie de Rostow

La théorie de Walt Whitman Rostow (1960) est basée sur une conception linéaire du développement, toutes les sociétés traversant selon lui cinq étapes :

- ◆ la **société traditionnelle** (société essentiellement agricole, basée sur la tradition);
- ◆ les **conditions préalables au démarrage** (progrès dans l'agriculture, constitution d'un État, développement de l'instruction et des voies de communication);
- ◆ le **démarrage** (*take off*) avec une forte hausse du taux d'investissement, qui passe de 5 % à plus de 10 %;
- ◆ le **progrès vers la maturité** (diffusion des progrès dans l'ensemble du pays);
- ◆ **l'ère de la consommation de masse.**

D'après Rostow, l'ensemble des pays franchissent les mêmes étapes, mais à des périodes différentes.

3.2 Contestations de la thèse de Rostow

La théorie de Rostow a été l'objet de contestations.

- ◆ Dans ses études portant sur les séries statistiques de longue période, **Simon Kuznets** constate une stabilité de longue période dans les grandeurs économiques depuis le XIX^e siècle et estime impossible de repérer une période correspondant au *take off* de Rostow (forte augmentation du taux d'investissement).
- ◆ **Alexander Gerschenkron** quant à lui conteste la conception linéaire du développement à partir d'une comparaison entre les processus de développement à l'œuvre au XIX^e siècle dans les pays d'industrialisation tardive d'une part (Allemagne, États-Unis, Japon) et celui des pays d'industrialisation précoce d'autre part (Royaume-Uni et France), qui se sont déroulés de façon différente.

3.3 La théorie d'Arthur Lewis

Lewis reprend la thèse du dualisme, mais considère qu'il peut être surmonté. L'excès de main-d'œuvre dans le secteur archaïque se traduit par des salaires faibles, également dans le secteur moderne. L'élément moteur du développement est la hausse du taux d'investissement du secteur moderne, qui résulte du taux de profit élevé, rendu possible par le bas niveau des salaires.

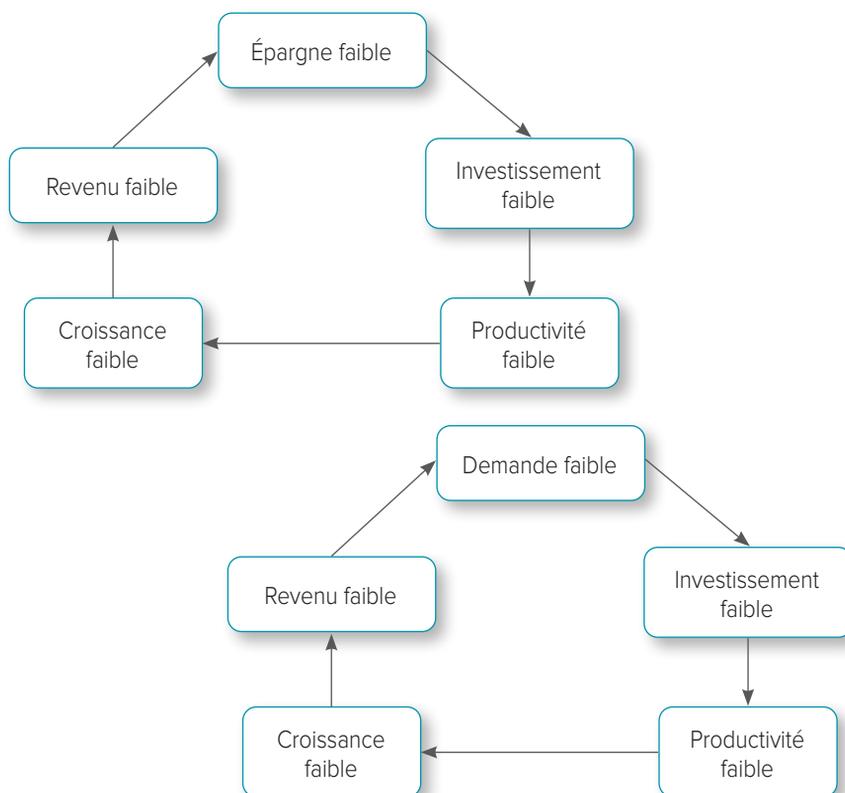
Par la suite, le développement se poursuit avec la réduction progressive du secteur archaïque au profit du secteur moderne. L'extension du secteur moderne a pour effet la résorption progressive de l'excès de main-d'œuvre, ce qui permet des hausses de salaires.

À ces théories s'opposent des théories basées sur l'idée d'un blocage de développement.

3.4 La théorie de Ragnar Nurkse

Pour Ragnar Nurkse (1953), la pauvreté et le sous-développement sont autoentretenus par une **série de cercles vicieux**, pouvant être représentés de la façon suivante :

GRAPHIQUE 2.1 Les cercles vicieux de la pauvreté



Pour sortir des cercles vicieux du sous-développement, Nurkse préconise **l'intervention de l'État** et **l'apport de ressources extérieures**.

Il a été reproché à la théorie de Nurkse de procéder à une naturalisation du sous-développement sous la forme d'un raisonnement circulaire, présentant le sous-développement comme un état permanent.

3.5 Le sous-développement résultant d'une domination extérieure

Par ailleurs, plusieurs théories mettent le sous-développement sur le compte d'une domination extérieure.

- ◆ Le **dualisme** est expliqué par les chocs provoqués par les contacts avec des puissances extérieures ayant détruit les équilibres anciens sans créer de nouvelles formes d'organisation économique et sociale cohérentes (François Perroux, Albert Hirschman).
- ◆ Le **sous-développement** est mis sur le compte d'une situation de dépendance à l'égard des pays développés et des marchés internationaux, dépendance commerciale, financière, technologique et culturelle, avec notamment la théorie de la dégradation des termes de l'échange (Raul Prebisch).

La dégradation des termes de l'échange

Les termes de l'échange sont mesurés par le rapport entre les prix des produits exportés et ceux des produits importés. Il y a dégradation des termes de l'échange si les prix des produits exportés diminuent relativement à ceux des produits importés. Selon les partisans de cette théorie, les PED, qui exportent principalement des produits primaires et importent principalement des produits manufacturés, auraient subi une dégradation des termes de l'échange à partir des années 1870. Pour importer une même quantité de produits manufacturés, ils devraient exporter de plus en plus de produits primaires.

Dans les années 1960 et 1970, ces analyses étaient en général accompagnées de demandes en vue de la mise en place d'un nouvel ordre économique international.

3.6 L'influence des institutions

À partir des années 1990, les théories du développement ont connu un renouvellement à partir d'analyses basées sur le rôle des institutions. Les institutions sont définies comme étant les normes de comportement (règles juridiques, normes sociales, façon d'appliquer les conventions...).

Attention

Ne pas confondre institutions et organisations.

Le courant institutionnaliste effectue la distinction entre les institutions (normes de comportement) et les organisations (entreprises, administrations, groupes de pression...), bien que ces dernières soient souvent désignées par le terme d'institutions dans le langage courant. Les organisations sont les acteurs, alors que les institutions sont les règles du jeu.

Selon Douglass North, chef de file du **courant néo-institutionnaliste**, les institutions favorables au développement sont des institutions qui permettent de réduire les coûts de transaction.

Les coûts de transaction

Les coûts de transaction résultent de l'échange. Dans une économie de marché, il s'agit des coûts de l'échange sur le marché. Il existe trois catégories de coûts de transaction :

- les coûts de recherche de l'information (sur les prix, les produits...), préalable nécessaire à l'échange ;
- les coûts de négociation pour la détermination des conditions de l'échange ;
- les coûts d'application des contrats (contrôle de leur mise en œuvre, éventuel recours juridique).

Dans les sociétés primitives, les coûts de production sont élevés (faiblesse de la spécialisation et du capital technique) et les coûts de transaction sont faibles (l'échange repose principalement sur des liens personnels). Le développement s'accompagne d'une réduction des coûts de production (progrès technique) et d'une hausse des coûts de transaction (élargissement des marchés et développement de relations impersonnelles). Un accroissement trop important des coûts de transaction freine le développement. Des institutions favorables au développement sont des institutions qui limitent la hausse des coûts de transaction. Il s'agit, selon North, d'institutions correspondant aux caractéristiques de l'économie de marché : garantie des droits de propriété, bon fonctionnement des marchés, respect du droit, intégrité des administrations, protection des innovateurs, liberté d'entreprendre...

À l'inverse, l'insécurité politique et juridique, la corruption sont analysées en termes de défaillance des institutions dans la perspective du développement.

Cet ouvrage propose une synthèse des principales thématiques relatives aux problèmes économiques contemporains : théories, controverses, acteurs, outils et mise en œuvre. Les fiches de cours suivies d'exercices corrigés assurent la bonne compréhension des notions fondamentales tout en vérifiant l'acquisition des connaissances.

Bernard Schwengler

est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, agrégé en sciences sociales, docteur en sciences politiques. Il enseigne les sciences économiques et sociales en classes préparatoires aux grandes écoles, au Lycée Kléber à Strasbourg.

Chaque fiche contient :

- > des **rappels de cours** avec les points essentiels des principales notions économiques.
- > des **points de méthodologie**, des conseils et astuces.
- > des **exemples** pour illustrer les notions.
- > une **ouverture sur le thème proposé** avec une mise en exergue des débats et enjeux.
- > des **exercices corrigés**.

RESSOURCES NUMÉRIQUES OFFERTES

Pour mieux comprendre et tester vos connaissances grâce aux QR codes :

- **+ 100 QCM**
- **+ 50 Vrais/Faux**

ISBN : 978-2-8073-5249-0
ISSN : 2566-2708



9 782807 352490

18,95 €

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

www.deboecksuperieur.com

À LIRE AUSSI DANS LA COLLECTION

